FRANCE: toujours plus de rigueur... toujours plus de chômeurs



Hebdomadaire - paraît le vendredi - Nº 1 202 - 5 juillet 1991 - prix : 8 F DES AFFRONTEMENT NATIONALISTE ALA DICTATURE MILITAIRE

TOUJOURS PLUS DE RIGUEUR... TOUJOURS PLUS DE CHÔMEURS

Le bilan est là. Il y a aujourd'hui 2,7 millions de chômeurs officiellement recensés. 200 000 de plus en un an. Mais ces chiffres sont en deça de la réalité puisque l'on estime que plus d'un million de sans emplois échappent à la statistique, mais pas à la misère. Soit ils ont été éliminés des listes par un artifice quelconque, soit, découragés, marginalisés, ils ne jugent plus d'aucune utilité de s'y inscrire. Ainsi, par exemple, ils sont près de 800 000 – là aussi c'est quasiment un record - à être au chômage depuis plus d'un an. Et toutes les indications laissent penser à une aggravation de cette situation. C'est d'ailleurs ce que prévoit le gouvernement qui n'exclut pas que le chiffre des trois millions pourrait être atteint.

D'ailleurs ce gouvernement, par la voix de Martine Aubry, l'actuelle ministre du Travail, en est réduit à admettre qu'il n'est même plus possible de faire du cinéma autour de prétendues mesures destinées à résorber le chômage. On nous avait habitués à la valse des sigles : TUC, SIVP, etc. Toutes ces formules ont été trop utilisées. Trop usées, elles ne sont plus crédibles. Alors la nouvelle ministre a choisi de faire preuve d'originalité en annonçant que, contrairement à ses prédécesseurs, elle ne créait pas de statuts nouveaux, expliquant qu'il faudrait gérer mieux les formules existantes. Ça n'est pas facile de succéder à des ministres qui, depuis des années, font du boniment.

Ainsi donc, plus de 9% de la popuchômage active au lation aujourd'hui, sans doute demain plus de 10% - si l'on s'en tient aux chiffres officiels - voilà donc le résultat des sacrifices que les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, n'ont cessé de demander aux travailleurs depuis dix ou quinze ans. Sacrifices que les travailleurs ont, de gré ou de force, malheureusement, acceptés.

Depuis des années on leur impose la rigueur salariale, sous prétexte qu'il fallait dégager davantage de profits pour les entreprises, afin qu'elles puissent investir et créer des emplois.

La rigueur salariale a bien été appliquée. Et d'autant plus dure pour les plus bas salaires : une étude du CERC, le Centre d'études des revenus et des coûts, un organisme officiel, vient de confirmer que c'était bien les smicards qui avaient vu leur pouvoir d'achat sta-gner le plus. Malgré les soi-disant «coups de pouce» que le gouvernement a prétendu lui donner, comme Cresson vient encore de le faire. De coups de pouce en coups de pouce, c'est le smicard qui reste couvert de bleus.

Les profits ont bien été réalisés. La même étude du CERC révèle que les dividendes ont progressé de plus de 20% par an entre 87 et 90. Comparez donc avec nos augmentations de salaires!

Oui, la rigueur a dégagé des profits. Mais ils ont été aux patrons, aux capitalistes, aux financiers, pas aux entreprises. Et encore moins aux investissements pour créer des emplois.

Les capitalistes ont spéculé à la Bourse ou sur les monnaies, acheté des immeubles, des tableaux, des terres, etc. Tout ce qui peut rapporter encore de l'argent! Pour le reste ils se sont contentés de pressurer toujours davantage la classe ouvrière, en augmentant la productivité comme en rognant sur les salaires. Pas besoin de créer d'autres emplois puisque ceux déjà existant rapportent toujours plus.

On a dit aussi aux travailleurs que, pour permettre aux patrons d'embaucher davantage, il fallait que la main-d'œuvre soit mobile. Et maintenant, effectivement un salarié sur dix est un travailleur précaire, intérimaire, à contrat à durée déterminée ou dans les prétendus stages de toutes sortes.

Mais les patrons n'ont pas embauché davantage. Ils en ont profité pour payer au lance-pierres une partie de leur main-d'œuvre, les plus jeunes en particulier. Et maintenant ils les jettent à la rue d'autant plus facilement qu'ils les ont privés de tout droit.



Oui, tout le baratin sur la rigueur et les sacrifices provisoirement nécessaires pour sortir de la crise n'était que mensonges. Les résultats sont là : ils n'ont pas servi à résorber le chômage, ils n'ont servi qu'à emplir les poches de ceux qui les avaient déjà pleines.

Et c'est pourtant la même chanson que vient seriner à nouveau Cresson : ça va mal, alors il faut encore de la rigueur, il faut encore se serrer

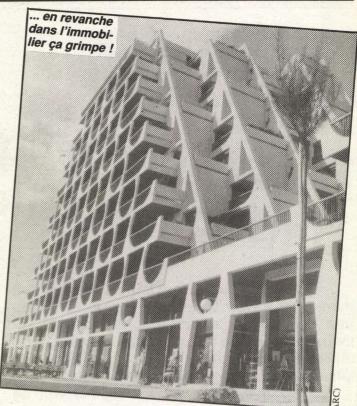
Eh bien cette fois ça suffit!

Les travailleurs auraient beaucoup mieux fait, au lieu d'accepter rigueur et sacrifices, qui n'ont mené qu'à encore plus de chômage, de ne consentir à rien. De réclamer et d'aller chercher par la force s'il le fallait les augmentations de salaire que les hausses de la productivité rendaient possibles. De n'accepter de ne brader aucun droit en refusant toute forme de travail précaire.

Mais il n'est pas trop tard. Et si Cresson, et Mitterrand, enfin, paient pour Mauroy, Chirac, Fabius, Giscard ou Rocard, ce ne sera que justice car de toute manière derrière tous ces politiciens s'abritent toujours les mêmes exploiteurs.



LES STATISTIQUES **MENTENT SOUVENT** MAIS



PAS LES FEUILLES DE PAYE

A peine l'Institut national de la statistique venait-il d'annoncer que, d'après ses calculs, le pouvoir d'achat des salariés avait augmenté de 1,9% en 1990, qu'un second rapport, réalisé celui-là par le Centre d'études des revenus et des coûts, arrivait à la rescousse. Celui-là annonçait, d'après les gros titres de bien des journaux, que les salaires auraient eu la part belle durant la période 1987-90. Le Monde, journal pro-gouvernemental s'il en est, n'hésitait pas à affirmer «La rémunération du capital a progressé moins rapidement que celle des salaires».

On peut évidemment faire dire des tas de choses aux chiffres et les organismes de statistiques, qu'ils soient officiels, comme les deux en cause, ou privés, ne s'en privent en général pas. Mais cette fois, comme auraient pu dire des statisticiens, la progression du taux de truquage s'est fortement accélérée!

Il y a exactement un an, le même CERC avait publié une autre étude semtion des revenus sur une période presque identique, puisqu'elle portait sur les 1987 et 1989. Les conclusions de cet organisme pré-

inverses: les revenus du travail avaient moins progressé que ceux du patrimoine. A tel point qu'à l'époque Rocard, rendu furieux par ces commentaires, avait accusé le CERC de «présentation misérabiliste». Bref, 1990 aurait suffi à tout changer, ou du moins les conclusions du CERC: 1987-1989 n'avait leur statistiques gouvernemen-

D'autant plus difficile à blable concernant l'évolu- avaler que le contenu du dernier rapport sur les revenus est loin de correspondre au résumé et aux années comprises entre commentaires qui en ont été faits par les journalistes chargés de prêcher la sidé par un ancien ministre rigueur salariale. Le salaire du PS, Nicole Questiaux, net moyen aurait, d'après

avaient été exactement les chiffres globaux, progressé de 1% par an depuis 1987. Mais comme ce sont les hauts salaires qui ont le plus augmenté (la plupart des bourgeois aujourd'hui se salarient, eux et leur famille), les moyennes ne signifient pas grand-chose. Le résultat c'est qu'en réalité les salariés du bas de l'échelle ont très souvent vu pouvoir d'achat pas été brillant pour les reculer. Le détail des chifsalariés, mais 1987-1990 ce fres du CERC donne d'ailfut un lit de roses, foi de leurs des chiffres qui montrent à tout le moins une stagnation des petits salaires. Quant au SMIC il a carrément reculé : - 0,1% par an de 1987 à 1990! Dans le secteur privé, 1,3% d'augmentation en 1990 pour les ouvriers non qualifiés (après - 0,7% en 1989) et 1,8% d'augmentation pour les ouvriers qualifiés (après - 0,7% en 1989).

que, les calculs du CERC aboutissent à une perte de 0,5% par an en moyenne sur toute la période. Les employés ont ainsi perdu 2% en 1990 après avoir gagné 2,1% en 1989. Les ouvriers fonctionnaires, eux, ont reculé de 1,7%, après avoir progressé de 0,4% en 1989. Bref, malgréleur désir de vanter la poligouvernementale, tique ceux qui font les calculs n'arrivent même pas à dissimuler le recul des salai-

En revanche les revenus des professions non salariées ont gonflé à vue d'œil. Les chiffres, là, sont sans aucune équivoque. Les professions médicales et paramédicales ont gagné 3% de plus par an en moyenne. L'an dernier, les agriculteurs ont récolté

Dans la Fonction publi- 12% de plus grâce aux subventions d'Etat. Les cafetiers ont engrangé entre 8 et 12% de plus dans leur tiroir-caisse et les bouchers et charcutiers ont augmenté leurs bénéfices de 3.5 à 6,5%.

Quant aux revenus des propriétaires d'immeubles et à ceux des détenteurs de placements financiers, ils ont explosé. Les dividendes d'actions ont progressé de 25% par an de 1987 à 1989 et de 22% de 1989 à 1990. L'immobilier parisien a vu sa valeur bondir de 20% en 1989 et de 15% en 1990. Après cela, Mitterrand pourra bien une fois de plus dénoncer l'argent qui dort : ça ne l'empêchera pas de se transformer en or...

Pierre VERNANT

ARMES ET PROFITS

Ouf! On respire. L'industrie d'armement française, dont on nous annonçait le marasme, a fait de jolis résultats. Les commandes ont progressé de 67% en 1990.

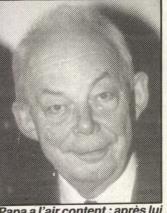
Si la France a quasiment retrouvé le niveau de ses ventes traditionnel, qui la place en bon rang dans le marché de la mort, elle le doit aux achats faits par le Koweït et l'Arabie Saoudite - on se souvient de ces modèles de liberté, de démocratie, que "nous" sommes allés protéger, et défendre, avec "nos" partenaires, de façon bien évidemment désintéressée puisque, comme chacun sait, la liberté et la démocratie ce sont des choses qui n'ont pas de prix. C'est du moins ce qu'on disait, dans le feu de l'action.

Mais comme on dit à quelqu'un qui rend service: "Vous prendrez bien un petit canon ? - Ce n'est pas de refus! - Et un char? Un missile ?"

Mais l'addition, ce sont les peuples du Moyen-Orient qui l'ont payée.

MERCI PAPA, **MERCI PATRON**

Alors que le trust Michelin prévoit 16 000 suppressions d'emplois dans le monde, dont 4900 en France, d'ici à 1992, il y a au moins un salarié qui paraît assuré de son avenir, c'est Edouard Michelin, le fils du patron. Il vient d'être nommé gérant associé et il dirigera les sociétés Michelin aux USA et au Canada, en attendant d'être un jour le patron du trust tout entier.



Papa a l'air content : après lui il y a la roue de secours.

Chez Michelin les patrons, de père en fils, ont la réputation de travailler, même si c'est moins que leurs ouvriers. Mais après une vie de labeur, les ouvriers sont jetés comme des pneus usagés, alors que les fils de patrons continuent de gonfler. Ce que c'est que d'être né avec une carcasse radiale!

SOUS LA GLACE,

26 pays devaient signer un accord interdisant pour cinquante ans toute exploitation minière dans le continent antarctique. Au dernier moment, les USA ont refusé de signer, faisant capoter le projet. 50 ans c'est long, surtout qu'un des articles du projet prévoit qu'après ce délai, pour entamer des recherches minières, il faudrait l'accord de 20 des pays signataires, ce qui risquait de geler toute exploitation pour très, très longtemps.

Alors, tant pis pour la glace et les pingouins : le pétrole et l'uranium passeront avant la sauvegarde de ce continent dont l'environnement est particulièrement fragile.

HARKIS Le rapport de la "mission de réflexion"

MONUMENT A L'HYPROCRISIE NATIONALE

Samedi 29 juin, les jeunes harkis ont manifesté à Narbonne pour exiger la libération des quatre jeunes emprisonnés la semaine précédente et, plus généralement, pour affirmer leur volonté de ne pas être des laissés-pour-compte dans cette société.

En réponse, le 1er juillet, le juge chargé de l'affaire des quatre jeunes emprisonnés a répliqué aux manifestants en refusant leur mise en liberté provisoire, en ayant le culot de dire qu'il n'avait pas à statuer "sous la pression de la rue".

Cette décision, délibérément provocante. ne pouvait que susciter la colère, et à juste titre. Depuis, cette colère s'est exprimée dans d'autres manifestations et d'autres affrontements, à Narbonne bien sûr, mais aussi dans d'autres communautés harkis du sud de la France.

Quant au gouvernement, sa réponse aux jeunes harkis tient en fait dans un document en 30 points, le rapport de la fameuse "mission de réflexion" mise en place par Rocard il y a plus d'un an.

Le fait que cette commission soit placée sous la présidence d'un colonel en retraite est tout un symbole. Certaines de ses recommandations sont à la mesure de ce symbole. Par exemple: "Le lancement d'une souscription



nationale en vue d'ériger un monument en souvenir de tous les musulmans morts pour la France". Ou encore d'organiser "un débat devant le Parlement, consacrant enfin la reconnaissance officielle par la France des services accomplis par les anciens supplétifs".

Certes, des organisations de rapatriés d'Algérie ont profité de la circonstance pour y aller de leur couplet chauvin sous prétexte de soutenir les harkis. Sans doute, lors de la manifestation du 29 juin, quelques authentiques harkis, arborant drapeaux et décorations, se sont trouvés au premier rang des manifestants. Mais cela veut-il dire que les manifestants, jeunes ou vieux d'ailleurs, vivent de rengaines patriotardes? Ou que les harkis de la guerre d'Algérie trouvent qu'un monument national à la gloire de leurs morts compense trente années de vie de parias que la "généreuse" patrie française leur a imposées ?

Alors, bien sûr, parmi les propositions, il y a celle de résorber les derniers "camps historiques" de harkis, autrement dit les ghettos où ont été parqués une grande partie des harkis depuis trente ans. Ce n'est pas la première fois que pareille promesse est faite. Et qui la prendra au sérieux, sans date, sans moyen de mise en application, alors que l'Etat fait des économies sur tous les logements sociaux ?

Quant à la promesse de renforcer la qualité de l'enseignement en luttant contre l'échec scolaire et d'augmenter les aides à la création d'entreprises, voilà qui fait une belle jambe aux jeunes chômeurs qui n'ont plus la possibilité d'aller à l'école et pas les moyens de se poser le problème de créer une entreprise.

Non, une fois de plus, tout cela n'est que du vent. Mais en même temps, le seul fait que ce rapport existe et que le gouvernement s'efforce de le présenter comme une solution au problème des harkis est une façon de reconnaître que les jeunes qui sont descendus dans la rue pour faire entendre leur protestation ont réussi à se faire entendre et à faire connaître leurs problèmes.

Et pourtant, ces jeunes sont toujours en prison. Et cela seul suffit à juger de la volonté du gouvernement de reconnaître leurs droits aux jeunes manifestants. C'est d'ailleurs bien ainsi qu'ils l'ont pris, en refusant du coup de rencontrer Cresson. Leurs aînés se sont déjà fait avoir une fois aux leurres des bonnes promesses que leur faisait le gouvernement français. Pour l'instant la jeune génération ne semble pas vouloir suivre le même chemin, et ils ont bien raison.

François ROULEAU

Après la tragédie des thermes de Barbotan:

UN SEUL INCULPE POUR LE MOMENT,

Le juge d'instruction chargé de l'enquête sur la catastrophe de l'établissement thermal de Barbotan dans le Gers, qui vient de faire 20 morts, a décidé d'inculper l'un des deux ouvriers couvreurs qui se trouvaient sur le toit au moment de l'accident.

On ne saurait plus clairement indiquer, à l'avance, dès le début de l'enquête, avant tout jugement, que c'est le lampiste qui est désigné comme responsable.

Que reproche-t-on à cet ouvrier ? D'avoir par mégarde renversé un seau de bitume en fusion à l'endroit où il travaillait. Voilà, c'est tout. C'est cet incident qui a provoqué 20 morts.

Pourquoi? Tout d'abord parce que la direction, au lieu de faire des travaux de réfection de la toiture en hiver, quand l'établissement

cela avec des curistes en dessous. Est-ce l'ouvrier qui en est responsable?

Ensuite parce que le bitume brûlant en question, au contact avec des matériaux du faux plafond, a dégagé un gaz toxique et mortel. Mais qui a choisi ces matériaux dangereux ? Pas l'ouvrier inculpé!

Une commission de sécu-

est fermé, a préféré faire quelques jours avant le drame, sans rien signaler d'anormal. L'ouvrier faisait-il partie de cette commission, par hasard?

Des policiers contemplent le désastre

Un des employés des thermes a signalé que "les portes de secours étaient cadenassées afin d'éviter que le personnel n'aille fumer une cigarette à l'extérieur". Qui a fait fermer ces portes? L'ouvrier couvreur rité avait visité les lieux qui vient d'être inculpé?

Le directeur de l'établissement, lui, s'était fait incarcérer en 1978 pour escroquerie envers la Sécurité sociale. Il fut signalé dans un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales en 1982, car il poussait à la consommation médicale. Ce directeur, qui a l'air si soucieux de se remplir les poches, n'est pas inculpé. Il le sera peut-être. Mais pour le moment, aux yeux de la

justice, le seul présumé responsable, c'est l'ouvrier qui a eu un geste maladroit.

Il est vrai que l'établissement thermal doit rouvrir vite, très vite, en neutralisant juste l'endroit où il y a eu des morts. La saison, c'est maintenant! L'argent n'attend pas. Et peut-on rouvrir un établissement si la direction est inculpée ? Cela risque de faire mauvais André VICTOR effet.



LA GAUCHE ET LES IMMIGRÉS

La démagogie de Le Pen à l'égard des immigrés suscite des vocations dans le personnel politique des autres partis. Et on a pu voir comment un Chirac ou un Poniatowski, à leur façon, essayaient de persuader leurs électeurs qu'ils n'étaient pas en reste. Et qu'en est-il dans les partis de gauche ?

A l'émission Sept sur Sept du dimanche 30 juin, Jean-Louis Bianco, du Parti Socialiste, ministre des Affaires sociales et de l'Intégration, y est allé de ses petites phrases sur le dit problème des immigrés. Oh certes, il ne s'est exprimé ni comme Chirac, ni comme Poniatowski, et il a entre autres qualifié d'"irrationnelle" la notion de "seuil de tolérance" et considéré comme "juste" de parler du droit de vote des immigrés. Mais il en a aussi donné pour ceux qui pouvaient être sensibles à un autre langage, annonçant des mesures sur le contrôle des entrées aux frontières : "Il faut que les contrôles soient plus durs" et parlant de possibilité "de procéder de manière humaine" pour reconduire les étrangers en situation irrégulière aux frontières. Puis, évoquant la polygamie, il a parlé de phénomène "très marginal" et tenu à dire : "C'est le droit qui dit que les enfants des familles polygames ont droit aux allocations familiales. Personnellement, ça me choque mais c'est l'Etat de droit".

Aucune des phrases du

ministre des Affaires sociales n'est en elle-même une concession aux préjugés racistes. Elles participent du principe, pas nouveau chez les dirigeants socialistes, qui revient à répondre à la démagogie de la droite et de l'extrême-droite en disant : "Il y a un vrai problème des immigrés et nous nous en occupons". Tant pis si cela revient à rester sur le terrain choisi par Le Pen lui-même, lui qui essaye d'exploiter les préjugés de ceux qui, dans les milieux populaires, choisissent de faire des immigrés les boucs émissaires de leurs frustrations.

Il est vrai que, sur les questions de fond, sur la crise qui sévit à l'échelle mondiale, sur le chômage qui ne cesse de se développer dans le pays, sur la gestion désastreuse de l'économie par le capitalisme, les socialistes qui servent les puissances de l'argent n'ont rien à proposer de convaincant. Alors, ils ne sont pas mécontents de pouvoir parler du problème des immigrés en essayant de fournir une version "de gauche" à la question.

Quant au Parti Commu-

niste, lui aussi s'est cru obligé de parler des immigrés, dans un tract diffusé par sa direction sous forme de questions réponses, intitulé: "Immigration: l'opinion des communistes. Ce tract pose la question : "L'immigration est-elle devenue aujourd'hui un vrai problème ?" et dit : "Notre réponse est : oui". Il parle "des abus dans l'utilisation de la loi française qui permet le regroupement familial", "des déséquilibres dans l'utilisation des ressources auxquels conduit "une nombreuse population immigrée dans une même ville", pose la question: "drogue, violence, délinquance : faut-il fermer les yeux quand des immigrés

sont dans le coup, pour ne pas être traité de raciste?" et y répond : "Non, absolument pas", tout en disant refuser de "retourner sa colère contre les immigrés" et "les traiter en boucs émissaires des maux dont souffre notre pays". Ce tract, si l'on s'en réfère au journal Le Monde du 30-06 et 01-07, suscite des interrogations chez certains militants et a été vivement contesté par les "Refondateurs".

Parti Communiste et Parti Socialiste essayent

ainsi à leur façon d'argumenter contre les idées de Le Pen. Mais le terrain qu'ils ont choisi est le terrain "d'élection" du démagogue d'extrême-droite luimême. Et si la situation économique reste ce qu'elle est, avec son chômage croissant et la démoralisation qu'elle entraîne dans les rangs ouvriers, il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire à qui cela rapportera le plus.

Louis GUILBERT



Racisme en uniforme

LE DELIT DE RATONNADE N'EST PAS CHER PAYE

porte quelle caserne de France, des militaires français décident de se livrer à une "ratonnade", de "casser de l'Arabe", eh bien ils sauront, s'ils ne le savaient déjà, qu'ils ne risqueront pas grand-chose de la jus-

Les 17 parachutistes du 3º RPIMA de Carcassonne qui s'étaient livrés le 17 novembre dernier à ce

Si demain, dans n'im- qu'ils ont appelé une "expédition punitive" contre des Arabes d'un quartier de la ville connaîtront leur jugement le 24 juillet. Seulement le procureur n'a demandé envers eux que des peines de prison avec sursis. Et comme ils ont déjà fait un mois de préventive, le bilan est facile à tirer: pour une ratonnade, c'est un mois de prison ferme... avec, il ne faut pas l'oublier... peut-être en plus une peine de travaux d'intérêt général!

théâtre lors du verdict, la ne veut pas le dire.

justice n'aura donc pas eu la main lourde. Et l'armée non plus, d'ailleurs. Les paras qui se sont livrés au "cassage de gueule" des immigrés étaient une quarantaine. Il y avait, plusieurs témoins l'ont évoqué, des civils avec eux dans le stade où toute l'affaire s'est préparée.

Mais l'armée et la police n'ont pas trop cherché à savoir quels étaient ces civils, ni qui sont les paras manquants qui auraient dû comparaître devant le tri-A moins d'un coup de bunal. Ou si elle le sait, elle

Ah! si l'on avait trouvé dans la caserne de la "littérature subversive", il est probable que la hiérarchie aurait remué ciel et terre, interrogé les hommes un par un, menacé des pires sanctions, pour démasquer les coupables. Mais comme il ne s'agissait que d'agressions racistes, alors pour l'armée de la République ce n'est qu'un coup de colère imbécile, malencontreux, et pas bien grave au fond.

A.V.

Pearl Harbor 1941. Cette fois-ci au moins ils sauvent leur marine!

Deux avions de chasse américains sont entrés en collision samedi 29 juin au-dessus du parc aérien de Keystone en Floride (USA). Ils simulaient l'attaque japonaise sur Pearl Harbor qui, il y a 50 ans, a servi aux dirigeants politiques américains de l'époque à justifier l'entrée en guerre des Etats-Unis. Les deux

AUSSI VRAI QUE

"Quelle connerie la guerre", et aussi quelle "connerie" d'y jouer encore cinquante ans après!

pilotes ont été tués devant plus d'un

millier de spectateurs.

Opium du peuple et cocaine

Le révérend père Herreros, qui a négocié avec le gouvernement colombien la reddition du caïd de la drogue Escobar,

a annoncé son intention de demander le versement de la prime de 800 000 dollars prévue pour la capture du trafiquant. L'homme d'église se proposerait de verser une bonne partie de la somme à un fonds pour le développement culturel de la prison... dont dépend le centre de détention aménagé spécialement pour Escobar. De là à ce que le roi colombien de la drogue empoche la prime pour s'être rendu, et que la culture soit celle de plantes narcotiques...



L'ARMÉE FAIT LA LOI

La guerre étant la continuation de la politique par d'autres moyens, les politinationalistes ques contradictoires des Républiques yougoslaves ont pris dans la semaine la forme d'affrontements militaires.

Engagés depuis plusieurs mois dans un bras de fer avec le pouvoir central yougoslave, les pouvoirs locaux de la Slovénie et de la Croatie ont décidé tous les deux, à quelques heures d'intervalle, le 25 juin, de proclamer leur indépendance complète. Dans les premiers actes de l'indépendance, la déclaration des deux pouvoirs locaux de cesser désormais leurs versements au budget fédéral. La Slovénie, géographiquement la mieux située car ayant une longue frontière commune avec l'Autriche et l'Italie et aucune avec la Serbie où réside le pouvoir central, a aussitôt cherché à prendre le contrôle de ses postes frontières. Mais initiative significative de la politique des dirigeants slovènes : ils ont commencé à installer des postes frontières sur ce qui fut naguère une ligne de démarcation administrative interne à la Yougoslavie séparant la Slovénie de la seule République yougoslave dont elle était contiguë: la République croate qui, ironie de la situation, venait ellemême de se déclarer indépen-

Le journal Le Monde a rapporté les propos de cet économiste slovène qui a déclaré en substance que l'indépendance était nécessaire car les Slovènes en ont assez de travailler pour entretenir ces gens des régions plus pauvres de la Yougoslavie qui - disait-il avec l'assurance de ceux qui ne se tuent pas au travail - "n' aiment pas travailler". C'est le genre

de démagogie dont usent et abusent les dirigeants de la Slovénie, partie de loin la plus riche de la Yougoslavie, qui ne regroupe que quelque 8% de la population de cette dernière, mais où se réalise près du quart du produit national. C'est une démagogie mensongère, car héritant de l'histoire des équipements industriels supérieurs aux autres régions de la Yougoslavie, la Slovénie n'a pas cessé de creuser l'écart même sous l'ère de Tito et d'enrichir une couche privilégiée locale, de plus en plus intégrée à l'économie de l'Occident capitaliste, notamment via l'Autriche, et de moins en moins liée à l'économie yougoslave. Mais le fait est que des voix se faisaient entendre depuis longtemps du côté de cette couche privilégiée, clamant haut qu'un Etat slovène leur coûterait moins cher que d'enrichir de leurs deniers un Etat central yougoslave, avec sa propre bureaucratie d'Etat vorace ; alors que le contrôle de cet Etat central leur échappe dans une large mesure au profit essentiellement des couches privilégiées serbes.

Armée fédérale contre unités armées slovènes

La première intervention des blindés de l'armée fédérale contre les unités territoriales slovènes, le 27 juin, pour leur disputer le contrôle des postes frontières vers l'extérieur - et pour empêcher la mise en place

rieur de la Yougoslavie - était la réponse du pouvoir central yougoslave contre la proclamation de l'indépendance de la Slovénie. Une intervention aux objectifs militaires limités aux symboles politiques, mais qui se voulait en même temps une démonstration de force et un avertissement. L'armée fédérale a choisi dans un premier temps de limiter son intervention à la Slovénie, moins peuplée et à la population moins mélangée, et se contenta en Croatie de jouer les arbitres entre les milices nationalistes croates et serbes. Mais la démonstration de force était, aussi, destinée à la Croatie.

Il semblerait que les troupes fédérales ont rencontré plus de résistance que ce à quoi elles s'attendaient. Il ne s'agit pas seulement de la capacité de combat des unités territoriales slovènes. Ces dernières ont bénéficié du soutien de la population, bien qu'il soit difficile de mesurer si ce soutien était surtout moral, ou si une partie de la population ellemême est réellement prête à se battre contre l'intervention de l'armée fédérale. Cette dernière elle-même - faute de commandement comme disent certains ou plus probablement, manque de conviction de soldats venus d'un peu partout en Yougoslavie, y compris de régions hostiles à la dictature du pouvoir central - ne semble en tout cas pas avoir manifesté une ardeur excessive au combat.

La démonstration de force a, dans un premier temps, tourné court. Ce demi-échec poussera-t-il l'armée fédérale à laisser la place, de nouveau, aux politiques et aux négociations, sous l'arbitrage ou pas d'ob-

sive? A-t-elle les moyens d'une intervention militaire massive?

Les événements des toutes dernières heures sont en train de donner une réponse, au moins à la première question. Le surlendemain du cessez-lefeu signé sous l'égide des grandes puissances, comportant un moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance slovène et croate, mais aussi le retrait des troupes fédérales dans leurs casernes et l'élection du Croate Mesic à la tête de la présidence collégiale yougoslave, le chef d'étatmajor de l'armée fédérale vient de donner sa propre interprétation du "cessez-le-feu" : en annonçant son intention de "forcer l'adversaire à observer le cessez-le-feu".

Devant l'évolution des choses, il devient de plus en plus oiseux de discuter de l'éventualité d'une dictature militaire. C'est déjà l'état-major qui commande. Il ne cache pas son intention de "régler" le problème des sécessions slovène et croate à sa façon. Le président yougoslave fraîchement investi n'a pu manifester d'autres actes d'autorité que de convoquer le ministre de la Défense pour lui demander... s'il commande encore à ses troupes.

Malgré la signature du cessez-le-feu par les autorités civiles, et en critiquant ouvertement celles-ci "d'entraver son action", l'armée fédérale multiplie les raids aériens contre la Slovénie et à l'heure où nous écrivons, d'importantes forces blindées auraient quitté Belgrade en direction de la Slovénie.

L'intervention en Croatie

Il aurait été inconcevable que l'épreuve de force reste limitée à celle entre l'armée fédérale et la Slovénie, sans impliquer la Croatie. Pour des raisons politiques évidentes, mais aussi parce que les troupes fédérales ne peuvent atteindre la Slovénie qu'en traversant la Croatie. La presse fait état de cas où l'armée fédérale est sortie en Croatie de son apparente neutralité entre les groupes paramilitaires croates et serbes pour favoriser ces derniers. A Zagreb, capitale de la Croatie, l'armée a ouvert le feu contre des manifestants venus entourer une caserne de l'armée fédérale, pour bloquer la sortie de blindés en partance pour la Slovénie. Et de toute facon la Croatie était déjà impliquée dans la guerre civile qui s'amorce, et peut-être de façon plus grave encore que la Slovénie, du fait des affrontements armés entre villages serbes et villages croates, protégés par des barbelés les uns contre les autres, et servant de terrain de manœuvre à des groupes paramilitaires ultranationalistes des deux bords.

Si la volonté du haut étatmajor fédéral - contrôlé essentiellement par les Serbes - de reprendre le contrôle de la situation par la violence et par la répression est clairement affirmée, la question de savoir s'il en a les moyens n'est pas encore tranchée. Il aurait une supériorité écrasante pour ce qui est de l'armement, mais ce n'est pas seulement une question d'armement. Si la hiérarchie militaire est constituée essentiellement de Serbes, les soldats viennent de toutes les nationalités. Comment réagi-



ront ces soldats de l'armée fédérale? Et comment réagiront, en face, les populations? Les dirigeants nationalistes de la Slovénie, comme de la Croatie, ont adopté depuis la signature du cessez-le-feu un profil plus bas, affirmant la volonté de régler les problèmes pacifiquement. Ils semblent surtout dépassés par les événements.

Dictature militaire ou affrontements nationaux armés?

Mais le fait est que dans l'immédiat, l'alternative qui s'offre à la Yougoslavie semble être entre la dictature militaire de l'armée yougoslave, si elle se montre capable de rétablir l'unité du pays et un semblant d'ordre dans l'oppression, ou l'anarchie armée croissante, opposant des populations mélangées les unes aux autres, dans des affrontements sanglants et stériles. Les Balkans sont en train de redevenir les Balkans. Terrain d'affrontements sanglants pour leurs propres peuples, oui. Mais aussi poudrière pour l'ensemble de la région, car si la Yougoslavie devait sombrer dans une guerre entre nationalités, cette situation pourrait difficilement se cantonner à frontières l'intérieur des actuelles de la Yougoslavie, tant les peuples sont imbriqués les uns dans les autres dans toute cette partie de l'Europe.

Dictature militaire ou affrontements nationaux armés, voilà la seule alternative que l'«ordre» bourgeois et que la domination impérialiste sont capables d'offrir aux peuples de cette région. Quelle que soit la variante qui se réalise, ce sont les classes exploitées qui en paieront le prix fort. Elles le paient déjà. Par les morts de cette guerre civile, comme par la détérioration de la situation économique, car l'état de guerre civile n'arrange pas une économie déjà largement frappée par la crise économique.

Les révolutionnaires ne peuvent évidemment que dénoncer la dictature militaire en train de s'installer en Yougoslavie, même si elle se donne comme prétexte la préservation de l'unité yougoslave. Car c'est précisément cette façon de préserver une "unité" basée sur l'oppression, qui conduit à l'éclatement actuel. Mais ils ne peuvent que dénoncer en même temps la politique des dirigeants nationalistes slovènes, croates, etc. qui condui-

sent leurs peuples vers des impasses sanglantes. Il n'y a pas de solution favorable aux exploités à attendre ni des uns ni des autres, et surtout pas sous le patronage impérialiste, responsable en dernier ressort des frontières injustes de cette région et surtout, de sa pauvreté qui alimentent toutes les frustations, tous les faux espoirs nationalistes.

Seule une renaissance du mouvement ouvrier de cette région, une reprise de la capacité d'intervention politique de la classe ouvrière, avec ses composantes de toutes les nationalités sur un pied d'égalité, avec un programme politique propre, pourrait changer le cours des choses. Dans le chaos sanglant dans lequel s'enfonce la Yougoslavie, au milieu des haines nationales cela attisées, semble aujourd'hui plus lointain que jamais. Pourtant, il n'y a pas d'autre perspective féconde. Et peut-être, l'horreur annoncée par le développement de la situation actuelle sera précisément le facteur susceptible de faire comprendre à une fraction au moins des travailleurs, à des intellectuels, que le temps est venu de réagir et de retrouver les traditions de la lutte sur le terrain de classe.

Georges KALDY



La mère d'un soldat serbe engagé en Slovénie manifeste contre la guerre, à Belgrade.

POUR LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES, MAIS CONTRE L la dictature militaire. Précisément pour séparer les

Le séparatisme des couches privilégiées slovènes ou croates, même lorsqu'il se formule avec des phrases sur la démocratie ou sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, représente surtout la volonté de ces couches privilégiées de garder pour elles-mêmes une part plus importante de la plus-value obtenue sur le dos des ouvriers slovènes, croates, etc. Il a été jusqu'à présent un moyen de chantage utilisé par les dirigeants politiques de ces deux Républiques dans leur rivalité d'avec le pouvoir central. Par l'intermédiaire de la petite bourgeoisie, le nationalisme des couches privilégiées semble avoir d'autant plus pénétré dans toutes les couches populaires slovènes et croates que le prolétariat conscient est pour le moment totalement absent de la scène politique ; et que la dictature des décennies passées, pratiquée prétendument au nom du «communisme», a déconsidéré, en Yougoslavie comme dans les autres pays de l'Est, l'idée du communisme même aux yeux des travailleurs. Le fait que le gouvernement central, qui apparaît de plus en plus comme le vecteur de l'oppression serbe, apparaisse en même temps comme le continuateur du régime stalinien passé, ne peut qu'accroître la méfiance à son

Le nationalisme des couches privi-

légiées, même dans les nations de la République qui se considèrent nationalement opprimées, constitue un piège pour les classes exploitées, car il enchaîne les ouvriers, les paysans pauvres, derrière leurs bourgeoisies qui, quelles que soient les suites des événements en cours, ne pourront pas, ne voudront pas satisfaire les aspirations démocratiques légitimes de leurs peuples. Même dans le domaine du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'éventuel éclatement de la Yougoslavie, la création slovène, indépendants, croate et peut-être d'autres, ne résoudront en rien le problème des minorités nationales qui, dans le cas d'une Croatie indépendante, représenteraient encore quelque 15% de la population. La Croatie indépendante sous l'égide de la bourgeoisie ne sera certainement pas plus respectueuse des droits démocratiques de «ses» Serbes, Hongrois, etc., que la Serbie ne l'est vis-à-vis de «ses» minorités, Croates, Albanais, etc.

Si une organisation représentant les intérêts politiques du prolétariat existait en Yougoslavie, elle devrait s'opposer vigoureusement au nationalisme des bourgeois, comme d'ailleurs à leur prétendu «démocra-

Mais le fait que le nationalisme séparatiste des bourgeois slovènes

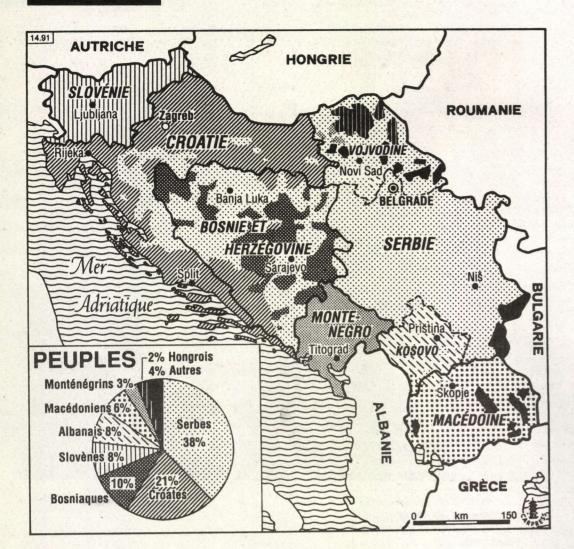
ou croates qui, de par ses conséquences politiques comme de par ses conséquences économiques, ne pourrait nullement représenter un avantage pour les prolétaires de ces pays, trouve néanmoins l'écho qu'il trouve dans les classes exploitées, est la preuve évidente de la faillite de l'Etat central yougoslave. Cet Etat central, tout autant au service des couches privilégiées que les bouts nationaux slovène, croate, etc. qui en sont issus, mais qui entendent aujourd'hui s'en séparer, a favorisé l'enrichissement des couches privilégiées, à commencer par celui d'une bureaucratie d'Etat. Il brise, pour ce faire, depuis plusieurs décennies les aspirations démocratiques des mases populaires. Il apparaît de plus en plus comme l'instrument d'une domination serbe sur les autres nationalités. Le séparatisme des masses populaires slovènes, croates, etc. reflète leurs ressentiments légitimes contre cet état de choses.

Une organisation révolutionnaire prolétarienne devrait distinguer le séparatisme des couches privilégiées et celui des masses populaires des nations qui se sentent opprimées par le pouvoir central yougoslave. Elle devrait évidemment s'opposer à la tentative du pouvoir central de «régler» les problèmes nationaux de la Yougoslavie par l'intermédiaire de

ouvriers et les paysans qui se sentent nationalement opprimés, d'avec leur bourgeoisie qui prétend les représenter, elle devrait prendre, sans réserve, fait et cause pour le droit de chaque entité nationale à disposer d'ellemême, jusqu'à et y compris la séparation politique complète. Mais elle ne devrait jamais dissocier cette revendication des revendications de classe des prolétaires opposant ces derniers aux classes privilégiées, à commencer par la leur propre. Et, tout en défendant sans réserve le droit des peuples à se séparer, s'ils en décident démocratiquement ainsi, elle ne pousserait nullement à la séparation. Elle montrerait, au contraire, les avantages que trouveraient les ouvriers et les paysans pauvres à l'unité économique du pays - et au-delà, à l'appartenance à une unité économique plus vaste, englobant l'ensemble de l'Europe centrale et balkanique - à condition que cette unité ne soit pas le fait d'un Etat central oppressif représentant les intérêts des couches privilégiées, mais résulte du renversement révolutionnaire de cet Etat et de l'expropriation des couches privilégiées qu'il défend, et leur remplacement par le pouvoir démocratique des ouvriers.

> Lire également p. 8 et 9

suite de la p. 7





Sous la dictature de Tito, la Yougoslavie a pu apparaître pendant quelque 35 ans comme un Etat unifié (avec une Constitution de type fédéral). Mais l'actualité montre bien que le caractère dictatorial du régime ne faisait que masquer une réalité travaillée par des forces centrifuges toujours à l'œuvre — forces centrifuges d'autant plus à l'œuvre même, depuis les années 1970 en particulier, que les difficultés économiques ne sont allées qu'en s'aggravant.

Les Slaves du sud (Yougo-slaves) ne se sont trouvés regroupés en un même Etat qu'à partir de 1918, lorsque Alexandre Ier proclama le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, rebaptisé royaume de Yougoslavie en 1929.

En réalité, tous les "Slaves du sud " n'en faisaient pas partie, spécialement les Bulgares qui, de leur côté, formaient leur Etat à eux. En revanche, le Kosovo peuplé essentiellement d'Albanais (non-Slaves) s'y trouvait inclus. Miracle des traités de 1919 en matière de "droits des peuples"!

Mais même ces Serbes. Croates et Slovènes étaient très différenciés entre eux. Pas tant par la langue, qui est voisine pour les deux premiers de ces peuples au point que des grammairiens ont pu mettre au point au XIXème le "serbo-croate" (qui, avec le slovène et le macédonien, est une des trois langues officielles de la Yougoslavie), que par la religion : depuis les VI-VIIèmes siècles, les Serbes ont été évangélisés suivant les rites du christianisme orthodoxe (l'Eglise de Byzance), tandis que Croates et Slovènes étaient gagnés, eux, au catholicisme.

L'essentiel cependant demeure que ces nationalités slaves (dont certaines avaient connu des Etats particuliers durant le Moyen Age) sont restées pendant des siècles sujettes et jouets des deux empires en rivalité dans la région des Balkans : l'Empire austro-hongrois des Habsbourg, au nord, et l'empire du sultan de Constantinople, au sud.

Les Slovènes faisaient partie de l'empire des Habsbourg, de son "noyau" autrichien, tout en étant distincts de la population germanique. Une grande partie des Croates, ainsi qu'une partie des Serbes, également, quoique moins directement puisque c'était par le truchement du royaume de Hongrie dont ils étaient suiets. Et cela jugu'en 1918.

Dans les régions occupées par les Turcs, il y avait eu de nombreuses révoltes au cours du XIXème siècle. Un royaume de Serbie et aussi le petit Monténégro y devinrent indépendants après le congrès de Berlin de 1878. Et ce royaume de Serbie fut un pôle d'attraction pour les populations serbes demeurées sous le joug hongrois, en particulier en Voïvodine, ou disséminées ailleurs dans les Balkans au hasard des siècles et des guerres entre les Turcs et la monarchie catholique austro-hongroise.

Les régions de Bosnie et d'Herzégovine (où une bonne partie de la population s'était islamisée) furent ravies à leur tour à la

tutelle ottomane à la fin du XIXème siècle par l'Autriche-Hongrie, qui les annexa carrément en bloc en 1908.

La province du Kosovo, qui avait été le théâtre d'une bataille historique au Moyen Age, où les Serbes furent battus par les Turcs, restait peuplée largement d'Albanais, peuple qui eut droit par ailleurs à son Etat indépendant, tout à côté, à partir de 1913.

Quand l'Empire turc fut définitivement dépecé et enterré en 1919-1920, le territoire de la Macédoine demeurait disputé entre la Grèce, le nouvel Etat bulgare et le nouveau "royaume des Serbes, Croates et Slovènes"... puisque chacun pouvait y trouver des "frères" de nationalité.

Ainsi, le rassemblement de tous ces peuples dans le cadre d'un même Etat, sous la férule de la dynastie serbe, fut décidé d'en haut, sans souci de son hétérogénéité. Ils formaient des ensembles aux degrés de développement économique et culturel fort inégaux, les régions issues de l'ancien Empire turc étant particulièrement en retard — et des ensembles composés de nationalités séparées par tout un passé de guerres, avec leur cortège de haines et de ressentiments, attisées par les pouvoirs en place et les petits bourgeois, possédants, mini-princes, militaires, intellectuels, popes et évêques, aspirant à leur tour à prendre leur place au soleil du pouvoir.

Pendant tout l'entredeux-guerres, de graves conflits internes déchirèrent le royaume, spécialement entre Serbes et Croates, qui débouchèrent sur des massacres interethniques épouvantables au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

La Yougoslavie de Tito, née en novembre 1945, prétendait faire de ce conglomérat quelque chose de plus unifié. Elle est restée (jusqu'à aujourd'hui !) divisée en 6 Républiques (Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine) et deux provinces autonomes rattachées à la miques et culturelles entre elles sont restées frappantes, cependant.

Dans la République dominante, la Serbie (9,9 millions d'habitants inclus le Kosovo 1,2 million d'habitants et la Voïvodine 1,2 million), dont la capitale, Belgrade, est aussi la capitale fédérale, la direction ex-"communiste" est parvenue à demeurer au pouvoir jusque-là, en jouant à fond la corde nationaliste "grand-serbe". Mais elle est maintenant menacée par la surenchère d'une opposition nationaliste d'extrême-droite se plaçant ouvertement, elle sur le terrain de l'anticommunisme.

Les dirigeants serbes prônent évidemment le renforcement de l'"unité"

geants du Monténégro (632 000 habitants) apparaissent comme leurs alliés, un peu dans la même situation politique.

En revanche, les dirigeants nationalistes de la Slovénie (1,9 million d'habitants) et de la Croatie (4,6 millions), qui sont nettement plus favorisées sur le plan économique, ont donc proclamé leur volonté de "dissociation" de la Yougoslavie.

De leur côté, la Bosnie-Herzégovine (4,5 millions) et la Macédoine (1,9 million) se présentent comme favorables à une sorte de confédération lâche.



che), serbes en fai haut), et croates p

Les choses sont évidemment encore compliquées par le fait que, à part la Slovénie qui est à peu près homogène ethniquement, toutes les autres Républiques et provinces sont multi-ethniques. Ainsi, la Croatie englobe 12 % de Serbes, dont la moitié sont regroupés dans la région de la "Krajina", et dont ceux qui s'expriment en leur nom déclarent leur volonté de rester avec les Serbes de Serbie, au sein de la Yougoslavie. Ainsi, à l'inverse, les Albanais du Kosovo que les Serbes du pouvoir central prétendent y faire rester, contre leur gré. Ainsi encore, le cas de la Bosnie - Herzégovine où cohabitent trois nationalités, sans qu'aucune soit majoritaire: Croates, Serbes et Musulmans c'està-dire des Croates ou des Serbes islamisés, (reconnus comme une nationali-

Mais on comprend mieux les désirs des uns de se séparer des autres, ou d'autres de se rapprocher des mieux lotis, au vu de quelques brèves données d'ordre matériel. Le salaire moyen variait, selon des chiffres de 1988, du plus bas: 272 554 dinars, dans le Kosovo (en 1988, 1 franc valait environ 230 dinars) au moins bas: 615 853 dinars, en Slovénie.

En 1989, le taux de chômage moyen pour l'ensemble de la Yougoslavie était de 11 % mais 3 % en Slovénie, et 25 % dans le Kosovo.

Sur un autre plan, le taux d'analphabétisme (taux moyen : 9,5 %) variait lui aussi entre les mêmes deux Républiques "extrêmes" de 0,8 % à plus de 17 %.

Christiane LE GUERN

déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. grandes puissances avaient pris position, par voix Georges Bush, en faveur du maintien de l'unité vougoslave. Et le Parlement américain avait parlé de suspendre toute aide économique à la Yougoslavie. Au lendemain de la rupture, aussi bien les USA que les pays européens ont tenu à faire savoir qu'ils ne reconnaîtraient pas les nouveaux Etats. Depuis, la

Avant même les

Communauté européenne a menacé à son tour de suspendre toute aide économique. Elle a multiplié les offres de médiation et dépêché sur place sa "troïka", comme l'a désignée la presse, les trois ministres des Affaires étrangères luxembourgeois, hollandais et italien. Et c'est à celle-ci que l'on attribue d'avoir obtenu que la plus haute instance yougoslave reconnaisse la nomination de Stipe Mesic, un président croate.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas plus le droit des nations que la philantropie qui motivent la politique des grandes puissances face à la crise yougoslave. Avant tout, ce sont leurs intérêts.

Y compris leurs intérêts particuliers. C'est ainsi que plusieurs d'entre eux invoquent les liens privilégiés du passé. L'Allemagne se rappelle

LES PAYS RICHES DEFENSEURS DU STATU QUO... POUR L'INSTANT



La mission "européenne" des trois ministres des Affaires étrangères italien, luxembourgeois et néerlandais.

au bon souvenir des Croates en leur envoyant son ministre des Affaires étrangères, au moment même où la "troïka" de la CEE est déjà sur place. La Grande-Bretagne rappelle comment son pays joua (avec la France d'ailleurs) le rôle de maison de retraite pour tous les roitelets détrônés de la région. Jusqu'au gouvernement autrichien qui se comporte comme si, après des décennies d'insignifiance à l'ombre des Grands, il croyait soudain au retour prochain des temps glorieux de l'Empiaustro-hongrois, lorsque la Slovénie et la Croatie étaient dans l'orbite autrichienne! Sans parler de Bush, et cela compte sans doute autre-

ment plus aux yeux des nationalistes, qui a tenu à affirmer à Belgrade que les droits des Croates et Slovènes devaient être respectés. Tout cela a un air un peu désuet, et un tantinet ridicule. Mais ce n'est pas le principal.

Mais le fait que des impérialismes se ménagent la possibilité de jouer avec les séparatistes ne signifie pas qu'ils souhaitent le morcellement de la Yougoslavie. Au contraire. Du point de vue du marché et de son fonctionnement, cela ne constituerait pas un avantage pour eux.

Mais surtout, ce qui domine les préoccupations des pays riches et qui détermine pour l'instant leur soutien au statu quo, ce sont les conséquences qui pourraient résulter de l'explosion des nationalismes qui secouent la Yougoslavie.

Avec l'enchevêtrement des nationalités qui existe en Yougoslavie, le seul fait de poser le problème de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ne peut qu'en amener d'autres, par exemple celui de la minorité serbe de Croatie. Car déjà les Serbes affirment par avance que, si la Croatie devient indépendante, ils poseront la question du tracé des frontières ; et

les Croates bien sûr n'entendent pas les changer. Et qu'est-ce qui empêchera alors le développement d'une guerre civile larvée, autour de revendications territoriales insolubles, et à plus long terme d'une sorte de Liban des Balkans? Et l'impérialisme est bien placé pour connaître les risques d'explosions que comportent de telles situations.

Et puis, si on remettait en cause les frontières existantes, c'est là où les dirigeants albanais, par exemple, pourraient reposer l'objectif d'une grande Albanie, et la minorité albanaise du Kosovo pourrait revendiquer son rattachement. Et pourquoi pas aussi les Bulgares, qui ont toujours revendiqué des droits sur la Macédoine, ou encore la Hongrie qui, avec tout autant de raisons, pourrait réclamer une modification de frontières en arguant des centaines de milliers de Hongrois de Voïvodine!

L'impérialisme sait bien que la Yougoslavie n'est qu'un concentré de l'Europe de l'Est et balkanique et que le fait d'y remettre en cause le statu quo ouvrirait de façon toute naturelle la voie à la résurgence de vieilles revendications de la part d'autres Etats de la région, ne serait-ce que par démagogie vis-à-vis de leurs populations. Sans même parler du risque de voir de réels mouvements irrédentistes se développer parmi une ou plusieurs des nombreuses nationalités de la région.

On n'en est pas là encore, sans doute. Mais c'est incontestablement cela que redoutent les pays riches, et au premier chef l'impérialisme américain — la même peur qui les a déjà fait se montrer prudents vis-à-vis des revendications nationalistes dans les Républiques d'URSS.

Pour l'instant, l'impérialisme répond à la situation en décourageant globalement toute remise en cause du statu quo. Cela ne veut pas dire qu'il s'en tiendra là. Déjà aujourd'hui, on peut le voir jouer sur divers plans. Si la situation change, que ce soit pour devenir plus explosive ou au contraire plus calme, il pourrait mettre au premier plan un autre aspect de sa politique, par exemple choisir d'encourager ouvertement voire de soutenir certains nationalismes. Ce qui est sûr, c'est qu'aucune de ces politiques n'apportera de solution en faisant disparaître la poudrière de nationalités que constituent les Balkans.

François ROULEAU



u Kosovo (à gaude Milosevic (en l'indépendance (à





Voie ouverte à l'entreprise privée : telle est l'intention qu'ont proclamée les dirigeants de l'URSS en faisant voter la loi sur la privatisation des entreprises que le Soviet suprême de l'URSS a adoptée lundi 1er juillet, à une forte majorité, après une discussion article par article.

Si le dernier obstacle au retour pur et simple du capitalisme en URSS se trouvait au Soviet suprême et dans la difficulté à rassembler une majorité autour des projets de Gorbatchev, cet obstacle serait donc levé. Mais à vrai dire, il est visible depuis longtemps qu'il n'est pas principalement là.

Il y a longtemps que les sommets de la bureaucratie soviétique ne font plus mystère de leur intention de ramener le «marché» en URSS, autrement dit le capitalisme, et savent faire adopter par les différentes assemblées les lois qu'ils souhaitent dans ce sens. Mais il faut croire que les réalités sont plus dures à

affronter que des débats au Soviet suprême. Le président du Parlement, Anatoli Loukianov, semble luimême penser qu'il y a loin du vote d'une loi à une véritable «privatisation» des entreprises soviétiques. Il s'est hâté lui-même d'en minimiser la portée en déclarant que cette loi est «d'abord une loi sur la dénationalisation, la privatisation n'en constituant qu'une infime partie».

Et de fait, si la loi déclare que «toute entreprise est susceptible de privatisation», à l'exception de quelques secteurs de la Santé ou de la Défense, elle s'entoure aussi de précautions. le départ du processus de privatisation lui-même est

date à laquelle le gouvernement devra présenter un plan concret. Un des articles, enfin, stipule que les prix et les modalités de la vente seront fixés, dans chaque cas, par une commission comportant des représentants du gouvernement, de la direction de l'entreprise, du personnel et des pouvoirs locaux, et que les «collectifs de travail» du personnel de l'entreprise auront un droit de priorité lors de la vente de leur entreprise.

Autant dire que les dirigeants soviétiques, s'ils ont bien proclamé ouvertement et à tous vents leurs envies de «retour au marché», ne semblent toujours

reporté au 1er septembre, pas très bien savoir comment procéder. La loi votée reflète sans doute, bien plus qu'un projet précis, les compromis élaborés entre les différents courants, dans les coulisses du Soviet suprême, pour parvenir à rassembler une majorité.

> Dans l'immédiat, le résultat le plus clair attendu de l'opération par l'Etat soviétique semble être de retirer 200 milliards de roubles en deux ans de la vente d'une partie de ses biens et le double d'ici 1995, en échange de titres de propriété sur ces entreprises que pourront détenir des particuliers ou des socié-

> > La bureaucratie est bien vite aux dépens de quelques

avide de se transformer en classe capitaliste, mais d'abord parce qu'elle y voit l'appât de gains faciles et rapides. Et jusqu'à présent, si une foule de bureaucrates ont montré des dispositions à prospérer et s'enrichir, c'est aux dépens de la grande industrie, en en détournant les produits et en spéculant sur leur rareté, pas en la prenant directement en main et en la faisant fonctionner.

Alors, la nouvelle loi donnera peut-être à ces appétits de la bureaucratie quelques nouvelles occasions de se manifester, par exemple en spéculant sur les titres de propriété et en s'en débarrassant au plus

gogos. Cela accroîtra peutêtre encore un peu le chaos économique... mais à vrai dire la bureaucratie n'avait pas attendu cette loi pour y contribuer.

Mais en même temps, les dirigeants de la bureaucratie semblent suffisamment prudents pour donner, au moins sur le papier, quelques assurances aux travailleurs des entreprises concernées, et aussi pour ne pas tuer la poule aux œufs d'or et ne pas brader trop vite cette grande industrie d'Etat dont ils ont hérité. Sinon, aux dépens de quoi et de qui cette parasites classe de pourrait-elle s'enrichir?

André FRYS



Hausse d'impôts à l'Ouest, chômage à l'Est:

LE PRIX D'UNE REUNIFICATION **AU PROFIT DES CAPITALISTES**

Augmentation de l'impôt sur le revenu par le biais d'une compétitivité. Les augmen-«contribution de solidarité» correspondant à une diminution du tations de salaires réelles et pouvoir d'achat allant de 0,36 à 1,87%; hausse des prix des même importantes pour ceux qui ont un emploi fixe carburants (plus 85 centimes par exemple pour un litre de super), et à temps complet ont eu augmentation de l'impôt sur les assurances qui ne manquera pas pour contrepartie le déved'être répercutée sur les tarifs des primes ; hausse de plus de 3 F loppement galopant du chuté de quelque 50% en compte, ce n'est pas que sur un paquet de cigarettes : la note que le gouvernement allemand chômage et du travail à un an. C'est dire qu'il y a l'économie se développe, est en train de présenter à la population s'annonce bien lourde. temps partiel. A tel point vraiment loin des promes- encore moins que la société D'autant plus que parallèlement le taux d'inflation, qui depuis des qu'aujourd'hui les diriannées ne dépassait pas les 3%, s'élèvera sans doute cette année que les migrations de popuau-dessus des 4%.

Ce serait-là, paraît-il, le prix de la réunification des deux Allemagne et de l'effort fait par le gouvernement pour favoriser le développement de l'Allemagne de l'Est ; un effort qui, si l'on en croyait les mêmes dirigeants, devait immanquablement profiter aux classes populaires dans les Länder de l'Est comme dans ceux de l'Ouest. Comble de générosité visà-vis de l'Allemagne de l'Est: le gouvernement ouest-allemand avait d'ailleurs accepté il y a un an de surévaluer la monnaie estallemande, lors de la réalisation de l'unité monétaire, en concédant un taux de conversion basé sur la parité entre le mark estallemand et le mark ouestallemand.

Depuis, les travailleurs des deux anciens Etats n'auront guère eu l'occasion de profiter de toutes ces largesses. Tandis qu'inflation et hausses d'impôt grignotent le pouvoir d'achat des travailleurs de l'ex-RFA, ceux de l'Est font la triste expérience du retour à l'économie tout entière soumise à la loi du marché et aux règles de la lation vers les Länder de l'Ouest, qu'ils espéraient enrayer grâce à l'unification des deux Allemagne, ne reprennent de plus belle. En tout cas, si l'on en croit les statistiques très officielles, les Länder de l'Allemagne orientale compteraient plus d'un million de chômeurs pour 16 millions capitaliste n'a pas eu les d'habitants, alors qu'ils effets promis, ou plutôt n'a n'en comptaient pratique- eu d'effets bénéfiques que ment pas il y a un an. Pour pour les capitalistes. Ils ce qui est des richesses pro- n'ont pas réussi sur le plan

duites, l'écart continuerait industriel, car sur ce plan-là de se creuser entre l'ex- ils n'ont fait que déblayer le l'ex-Allemagne de l'Est. industrielle, elle aurait leur problème. Ce qui ses passées de Kohl à la réalité d'aujourd'hui.

Les autorités allemandes invoquent bien sûr les tares de l'ancien régime, les aberrations de son fonctionnement sur le plan économique, la protection dont ont joui les secteurs non rentables, la pléthore de maind'œuvre.

Mais force est de constater que la potion-miracle

Allemagne de l'Ouest et terrain, à la pelleteuse, pourrait-on presque dire. Quant à la production De toute façon, là n'est pas progresse, c'est-à-dire que tous les gens y vivent mieux, mais que les profits rentrent. Et sur ce plan-là, cela est, pour les capitalistes allemands, incontestablement un début de réus-

Mais la contrepartie, c'est la gêne, la misère pour un grand nombre de travailleurs et, pour la partie la moins mal lotie de la classe ouvrière allemande, des sacrifices.

Henriette MAUTHEY



Dur, dur, d'être ministre de... l'austérité, ou plus exactement des Finances et de l'Economie, et de se voir épingler par la Cour des comptes dépassement pour budgétaire, insuffisance de préparation des projets et dépenses inutiles.

Certes, Bérégovoy n'était pas encore superministre quand le déménagement des locaux du Louvre au nouveau site de Bercy a été décidé, mais il avait déjà son mot à dire. Et il l'a dit. Aujourd'hui que le transfert du ministère est réalisé, on s'aperçoit que le projet a coûté à peu près le double de ce qui

était prévu - ce qui est où s'englue le petit peuple. paraît-il la règle - mais aussi qu'un certain nombre d'opérations coûteuses se avérées inutiles. Comme par exemple l'édification d'un embarcadère avec vedettes fluviales pour permettre aux grands hommes du ministère de se déplacer sur la Seine, loin des embouteillages routiers

Ou encore la construction stocker les archives qui devaient être accessibles grâce à un système de recherche automatisé par robot... et qui semble devoir rester inutilisé faute de robot.

Bien d'autres «anomalies» ont été constatées par la Cour des comptes, mais celle-ci. Bérégovoy avait, paraît-il, voulu faire de Bercy «une vitrine de l'art français contemporain!». Avec une audace toute rigolent le moins, ce sont «socialiste», le ministre avait commandé une sculpture représentant deux lingots d'or (coût 1,2 million teuse pour pas grandde francs !! ca fait cher le lingot!) qui devait prendre les contribuables et tous les place dans la cour d'honneur du ministère... et qui se trouve présentement reléguée au sous-sol, «son aspect symbolique ayant finalement déplu», note la Cour des comptes. On ne sait pas si Jack Lang, le maître es arts et culture de la décennie, avait été consulté. Mais il semble que dans ce royaume du tape-à-l'œil, où il y a plus de place pour les halls que pour les bureaux, on se soit

un peu trompé d'époque.

Il paraît qu'aujourd'hui d'un silo souterrain pour on envisage de construire d'autres bureaux, tout autour, afin que chacun des ministres dépendant de sa majesté Bérégovoy trouve une place près de son seigneur et maître. Nouveaux projets... nouveaux coulages. Passe encore de planter, mais bâtir à cet âge!

Les prochaines échéanla meilleure semble être ces électorales risquent toutefois de freiner l'ardeur architecturale de Bérégo-

> En attendant, ceux qui d'abord les employés des impôts qui ont dû mener une grève longue et coûchose, et derrière eux tous travailleurs à qui on explique depuis dix ans que 500 F d'augmentation mensuelle pour des salariés gagnant moins de 7 000 F par mois mettrait l'économie du pays en danger.

On pourrait appeler cela de la provocation.

BÉRÉGOVOY INQUIET **DE LA MORALITE DES CAPITALISTES... POLONAIS**

Le 2 juillet, Bérégovoy se trouvait en Pologne pour l'inauguration officielle de la Bourse de Varsovie, installée depuis 3 mois dans les anciens locaux du comité central de l'ex-Parti Communiste.

Tout en vantant les merveilles du marché boursier, "instrument indispensable au financement des économies modernes", Bérégovoy a néanmoins tenu à mettre en garde les adeptes polonais du casino financier en ajoutant que "livré à lui-même, un

marché boursier connaît des excès qui sont ceux de la spéculation à court terme et . qui peuvent conduire si l'on n'y prend garde à des enrichissements sans cause".

Sans cause ? Parce que, bien sûr, le fait de s'enrichir par le simple jeu de l'achat et de la vente de bouts de papier en Bourse, cela c'est une cause légitime d'enrichissement pour Bérégovoy. Tout comme il trouve visiblement tout à fait légitime que des actionnaires voient leur fortune augmenter cinq ou six

fois plus vite que les revenus des salariés, en conservant simplement un paquet de ces bouts de papier dans un ti-

Parce qu'après tout, c'est bien ce qu'ont fait des dizaines de milliers de bourgeois français depuis que Bérégovoy et ses amis sont au gouvernement et, pour autant qu'on sache, il n'y a jamais rien trouvé à redire!

Va-t-il maintenant inviter Walesa à venir faire la morale aux boursicoteurs parisiens?

NUL **N'EST CENSE IGNORER** LA LOI SUR LES LOYERS... MAIS **BEAUCOUP TOURNENT**

D'après une enquête restée confidentielle du ministère de l'Economie et des Finances, les locataires entrant dans les lieux payent en région parisienne jusqu'à 40% de plus qu'il y a un an pour un appartement semblable! Et cela alors que la loi prévoit que quand un logement change d'occupant, le précédent loyer doit être communiqué au nouvel arrivant avec justification, le cas échéant, de la différence de loyer demandée. Apparemment ça ne gêne guère les propriétaires... Et ce petit jeu est d'autant plus rentable que les locataires tournent rapidement dans la capitale et la proche banlieue:

La valse des quittances ne concerne pas seulement ceux qui ont été contraints de déménager. Alors que depuis deux ans, le gouvernement reconduit un décret dit de blocage des loyers, le loyer moyen, toutes catégories d'appartements confondues, a augmenté de 6,2% en 1990 après 7,4% en 1989!

C'est le moment qu'a choisi le directeur général de la BNP, un nommé Lebègue, chargé de remettre un rapport officiel au gouvernement sur le financement du logement, pour réclamer encore plus de droits pour les propriétaires avec la liberté totale des loyers en région parisienne (la publication du décret de freinage intervient en principe début août)! Le prétexte serait de favoriser l'investissement dans le logement, ce qui aboutirait, promet le banquier, à faire ensuite baisser les loyers en augmentant l'offre. A peu près aussi convaincant que l'histoire des patrons qui licencient pour augmenter leurs profits et ensuite, à la Saint- Glin Glin, recréer des emplois... P. V.

Colette BERNARD

Dans les entreprises

Chausson-Creil (Oise)

UNE SEMAINE D'AGITATION SUR LES SALAIRES

Pendant une semaine, du mardi 25 juin au 2 juillet, les ouvriers de l'usine Chausson de Creil participèrent à des débrayages et pour certains se mirent en grève totale pendant plusieurs jours, exprimant ainsi un ras-le-bol grandissant du blocage des salaires.

A l'origine, l'agitation a été lancée par FO sur des bases catégorielles à l'appui de négociations avec la direction sur les classifications prévues pour la mi-juillet.

Mais le mécontentement accumulé au fil des ans sur les salaires est tel que FO n'a pas pu s'en tenir à quelques débrayages limités atelier par atelier, d'autant que les réunions d'atelier sur les salaires organisées par le Syndicat Démocratique Chausson, animé entre autres, par des militants de notre tendance, réunissaient de plus en plus de monde et que ce syndicat proposa à FO et à la CGT d'appeler à une assemblée sur toute l'usine.

C'est ainsi que le mardi 25 juin, 400 ouvriers débrayèrent dans chaque équipe (sur les 2000 que compte l'usine) pour assister aux assemblées générales et prolongèrent le débrayage une bonne partie de l'après-midi pour obtenir l'avancée des négociations salariales. Le climat a monté les jours suivants et le jeudi, après que 500 travailleurs par équipe se sont rassemblés dans les assemblées générales, l'après-midi la tôlerie (35 personnes dans cette équipe) se mettait en grève totale

pour obtenir une augmentation de 500 F minimum et des revendications propres à l'atelier. Le vendredi matin l'autre équipe de la tôlerie beaucoup plus nombreuse (80 personnes) se mettait elle aussi en majorité en grève et s'adressait par tract, diffusé en passant dans tous les ateliers, à l'ensemble de l'usine pour appeler à faire grève tous ensemble pour une augmentation substantielle pour tous.

On n'avait pas vu pareil mécontentement s'exprimer de cette façon depuis bien longtemps et la direction promettait une réponse pour l'as-

Lundi, la grève de la tôlerie tenait toujours bon et les 300 travailleurs venus à l'assemblée du matin ne reprirent pas le travail, faute de réponse de la direction. Lorsque celle-ci annonça qu'elle cédait une prime de 400 F pour l'ensemble des établissements Chausson et qu'elle acceptait d'ouvrir des négociations salariales le 12 juillet, cela ne satisfit personne et les 250 travailleurs venus à l'AG de l'après-midi se mirent eux

aussi en grève et votèrent la

revendication de 500 F pour

tous, "comme la tôlerie"

1er juillet.

disaient-ils, et le paiement intégral des heures de grève. Bien que la grève fut minoritaire, la production était totalement arrêtée dès le lundi matin, les chaînes ne tournaient plus et le magasin de pièces détachées était en grève totale.

Le mardi matin il y avait toujours 300 grévistes (pas toujours les mêmes que la veille) mais l'après-midi seule une centaine de travailleurs étaient en grève dont la majorité était de la tôlerie. Ils décidèrent alors la reprise du travail pour le lendemain.

La direction lâchait finalement 500 F de plus de prime

pour l'usine de Creil ce qui compense une grande partie des heures de grève de la plupart des grévistes, mais seulement 30 % des heures de grève de la tôlerie.

Le mercredi, l'équipe du matin réunie à 200 décidait elle aussi de "suspendre le mouvement" et de s'adresser à l'ensemble de l'usine par tract en affirmant que la prime octroyée par la direction ne changeait rien, qu'il fallait une véritable augmentation de salaire et donnant rendezvous à tout le monde au lendemain des négociations du 12 juillet pour faire le point.

Au cours de cette semaine, un quart des ouvriers s'est véritablement lancé dans l'action en vue d'entraîner l'ensemble du personnel dans une véritable grève et une bonne partie des travailleurs a saisi l'occasion pour marquer le coup et exprimer leur profond mécontentement de voir leur niveau de vie se dégrader. Au moins 1000 ouvriers sur 2000 ont débrayé à un moment ou un autre ce qui ne s'était pas vu depuis 1982. Et cela, la direction aura à en tenir compte.

Correspondant LO



Alsthom-St Ouen (93)

QUAND LA CGT MILITE POUR L'AUGMENTATION DES COTISATIONS

A l'initiative d'un de ses administrateurs à la Caisse de retraite complémentaire, la CGT avait entamé depuis un mois une propagande pour nous convaincre d'augmenter les taux de cotisations à celle-ci. Ils auraient dû rien moins que doubler en passant de 150 à 300 F pour un salaire de 6500 F, réduisant notre net d'autant ! il faut dire, que du fait des salaires bloqués et des licenciements (qui entraînent une baisse d'effectifs et donc de cotisants), la plupart des caisses sont déséquilibrées.

L'ensemble des syndicats au niveau du groupe Alsthom avait déjà approuvé la proposition, mais personne n'en savait rien... D'habitude, les militants ignorent (volontairement) ce que font leurs administrateurs gestionnaires. Là, pour une fois, tout est venu sur la place publique... en même temps que les 0,9 % de Cresson!

Le plus inadmissible était que la CGT affirmait aux travailleurs qu'il n'était pas possible de faire autrement et niait le fait que depuis 10 ans, plus on paye et moins on touche.

Mais, malgré la forte implantation CGT dans l'entreprise, cela n'est pas passé tout seul. Aux Assemblées générales d'information, il y a eu des voix pour s'opposer à ces manoeuvres. Un tract signé "des travailleurs qui veulent garantir leur salaire" et une pétition ont circulé, de nombreuses discussions ont eu lieu... Bien des militants, bien des travailleurs n'admettaient pas que la CGT se transforme en agent conscient de la soumission à toutes les augmentations. D'autres exprimaient au moins leur méfiance et leurs doutes.

Et le résultat, c'est que lorsque la CGT a organisé mardi 25 juin une "consultation", et malgré une intense

campagne de sa part, à peine un tiers de l'usine se serait (d'après elle...) prononcé en faveur de son projet d'augmentation.

Il est réconfortant de voir que cette politique a été désavouée, d'autant que dans le fond, elle n'est que le pendant de celle que mène le PC à l'échelle nationale, soutenant de fait Cresson au Parlement tandis qu'il fait semblant de s'y opposer à l'usine. On peut espérer que cela redonne confiance aux militants qui restent attachés à l'esprit de lutte de classe plutôt que de collaboration de classe et que ceux-ci utilisent désormais leur énergie à d'autres combats qu'à prêcher l'esprit de soumission à leurs camarades.

Correspondant LO

SNCM - Marseille

Le lundi 24 juin, les 100 marins de l'équipage du Corse se sont réunis en assemblée générale et, après discussion, ont décidé de se mettre en grève à cause du refus de la direction de leur verser des avances sur salaire, comme elle le faisait habituellement. Elle refusait de verser cet acompte, sous

prétexte de l'entrée en vigueur de la mensualisation des salaires des navigants au 1er juin.

Le mardi matin, la direction accepta de verser les avances, mais elle retirait la journée de grève sur les salaires. Du coup les marins du Corse décidèrent de aussi le 13e mois. Il faut dire poursuivre la grève.

En fait, ils avaient beaucoup de choses sur le cœur. En décembre 1990, après un mouvement de grève, des accords avaient été signés concernant la mensualisation. Les marins avaient le sentiment que les accords n'étaient pas respectés par la direction : les repos n'étaient pas respectés, des

postes sur le navire étaient supprimés, petit à petit la direction essayait de mettre en place la "polyvalence", pour réduire encore le per-

Les marins demandaient que le salaire de base des marins est très bas : moins de 4000 F. L'essentiel du salaire est formé de primes.

Le mercredi 25, les marins du Liberté et du Napoléon, soit deux cents marins, décidèrent de se mettre en grève eux aussi, bloquant ainsi l'essentiel du trafic avec l'Afrique du Nord.

La CGT et le STC (Syndicat des Travailleurs Corses) soutenaient la grève. Ils déposèrent un préavis concernant le restant de la flotte pour le mardi 2 juillet.

Les assemblées générales réunies chaque jour rassemblaient entre 400 et 500 marins. Pendant ce temps, sur les quais, les passagers s'entassaient. Le lundi 24, quand les passagers du Corse, le contrôle de douane passé, se retrouvèrent coincés par la grève, la direction ne fit rien pour leur permettre de passer la nuit et de se nourrir. Des familles entières passèrent la nuit dans envoya les CRS.

des voitures chargées à bloc. Et lorsque la grève s'étendit, mercredi, la direction continua à faire passer la douane aux passagers arrivant pour l'embarquement. C'est ainsi que des centaines de passagers, nord-africains en général, passèrent plusieurs nuits parqués sur les quais, pendant que la direction faisait distribuer quelques sandwiches, quelques bouteilles d'eau et par-ci par-là 200 F

LA GREVE

Et quand les passagers en colère occupèrent les portes du bateau en partance pour la Corse, puis la voie rapide qui jouxte les quais, et se dirigèrent vers le siège de la compagnie, la direction leur

pour que quelques-uns puis-

sent passer une nuit à l'hô-

Manifestement tout cela devait avoir pour but de monter les passagers contre les marins.

DESMARINS

Finalement ils furent évacués par petits groupes, en avion ou en cargo.

Vendredi, les marins de l'Ile-de-Beauté, détourné par la direction sur Toulon, se mirent eux aussi en

Samedi, la CGT reportait au dimanche matin une assemblée générale prévue pour 17 h, car les syndicats négociaient avec la direction.

Et dimanche, devant une assemblée de 300 marins, la CGT appelait à la reprise. Selon elle les marins avaient fait reculer la direction. Celle-ci s'engageait à continuer de payer des avances sur salaire, à faire débuter

les congés à une heure où les marins peuvent effectivement débarquer, à ne pas mettre la polyvalence en place pour le moment, et à différer pour l'instant la suppression d'une cinquantaine de postes de garçons. Le 13e mois était refusé.

Malgré l'opposition d'une minorité déterminée et non négligeable, la reprise était

En fait, ce qui a été obtenu est peu de chose par rapport à ce que les marins voulaient. De plus, ils n'ont guère confiance dans l'engagement de la direction. Déjà le bruit court qu'elle ne se serait engagée que jusqu'à la fin de la saison, en septembre.

Correspondant LO

Quais surchargés, voyageurs entre les wagons : la RATP n'hésite

Transports parisiens

LA JOURNÉE DE GRÈVE DU 28 JUIN LA RATP

Après le 31 mai, la plupart des syndicats de la RATP appelaient à nouveau les agents à une grève de 24 heures le 28 juin. Au réseau ferré, la grève avait eu un gros succès le 31, de nombreuses lignes avaient été fermées toute la journée. D'après les syndicats, sur l'ensemble de la RATP, il y avait eu 21 000 grévistes. Nous sommes environ 39 000 agents.

Le 28 juin, la direction a réussi à faire ouvrir au moins partiellement les lignes, malgré les problèmes de sécurité que cela aurait pu amener. Ainsi sur la ligne 4 (Clignancourt-Orléans) il n'y avait que 5 trains le matin aux heures de pointe, avec un intervalle de plus de 20 minutes

entre chaque train, alors minimum de sécurité. que normalement il y a jusqu'à 41 trains aux heures de pointe qui se succèdent toutes les 1,45 mn, 2 mn. On imagine facilement l'énervement des voyageurs, leur entassement et les problèmes qui peuvent en résulter. Mais il semble que pour la direction il était plus important, pour le communiqué, d'assurer un

semblant de service qu'un

Mais c'est au réseau ferré, malgré un nombre de grévistes plus faible que le 31 mai que la grève a été la mieux suivie. A cause sans doute de la présence dans l'action du SAT (Syndicat Autonome Traction), syndicat corporatiste, qui use habituellement de «l'arme» de la grève avec parcimonie, mais qui cette année

Un certain nombre d'entre nous se demandaient si maintenant on était parti pour faire une journée par mois, et pour quels résultats? Pour certains, il vaudrait mieux partir une

Ce qui est sûr, c'est qu'à la RATP, comme ailleurs, existe un mécontentement

bonne fois, sur une reven-

dication comme le 13e

réel sur les salaires. Ces journées de grève mensuelles ne le règleront pas. Ce sont des mouvements plus larges qu'il faut proposer.

Correspondant LO

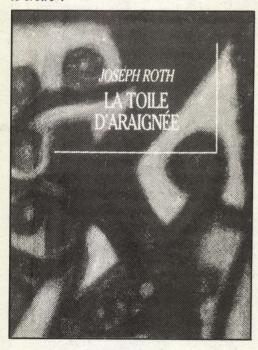


"La toile d'araignée" de Joseph Roth

Ce court roman est l'histoire d'un enfant berlinois, «blond, appliqué et bien élevé». Son père était contrôleur des douanes et ancien adjudant. Et Theodor, déjà enfant, «désirait ardemment avoir de l'importance».

Survint la Grande Guerre, que Theodor termina avec le grade de sous-lieutenant. Mais la défaite et la révolution qui éclata alors en Allemagne l'obligèrent à se reconvertir dans un rôle moins brillant, précepteur chez un riche joaillier juif. Theodor «maudissait la révolution», «il haïssait les socialistes et les Juifs» et «il portait chacun de ses jours comme un joug douloureux sur sa nuque courbée, et il avait l'impression d'être enfermé dans son époque comme dans un cachot sans

Il était d'autant plus amer que la vie civile est «cruelle, perfide, pleine d'embûches dans des recoins obscurs». Alors qu'à l'armée «il était heureux», parce qu'à l'armée «il était obligé de croire ce qu'on lui disait et, quand c'était lui qui parlait, les autres aussi devaient le croire».



Mais Theodor ne tarda pas à trouver un emploi à sa convenance dans l'une des multiples organisations d'extrême-droite qui fleurissaient alors à Berlin, sur le terreau de la société bourgeoise en décomposition. Il écrivit ses imprécations contre le régime dans le Nationaler Beobachter et organisa des groupes de cogneurs pour assurer les meetings d'extrême-droite et pour mater une grève d'ouvriers agricoles dans un grand domaine de Poméranie.

Joseph Roth excelle à décrire la crise de cette Allemagne de 1923 : «L'argent filait entre les doigts de ceux qui avaient tout, ils étaient repus, la puissance leur appartenait ; la peur des affamés nourrissait leur barbarie ; la prospérité de leurs biens les gonflait d'arrogance ; ils buvaient du champagne dans des palais éblouissants de lumière ; ils allaient en pétaradant des affaires au plaisir et du plaisir aux affaires ; des piétons périssaient sous leurs roues ; leurs chauffeurs filaient à fond de train sans s'arrêter; les fossoyeurs faisaient grève; devant les aliments protégés sous des vitrines miroitantes, des cous décharnés s'allongeaient, des yeux exhorbités s'allumaient ; des poings sans force se serraient dans des poches déchirées».

Theodor, aigri, sans scrupules ni talent, est l'homme d'une telle époque. La peur des ouvriers gonfle les rangs des organisations d'extrême-droite et Theodor réalisera son aspiration: devenir un chef parmi les petits bourgeois haineux et maniaques de l'ordre.

Un roman qui témoigne, avec la sensibilité particulière de Joseph Roth, lui-même Juif et sous-officier démobilisé de l'armée autrichienne, sur l'atmosphère empoisonnée de Berlin dans les années 1920.

Cécile BERNIER

La toile d'araignée de Joseph Roth. Coll. L'Etrangère. Ed. Gallimard. 48 F.

"La soufrière" de Giovanni Verga

Ce roman, qui fut réécrit par Verga à partir de l'un de ses drames, met aux prises un aristocrate sicilien ruiné, bien que propriétaire d'une mine de soufre, et un bourgeois nouvellement enrichi qui rêve de s'approprier ladite soufrière, dût-il pour cela marier son propre fils à l'héritière.

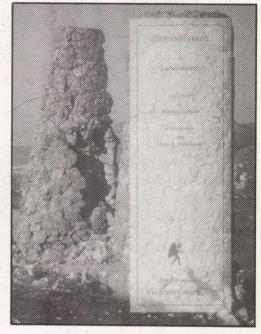
lire.

Le roman démarre sur une scène qui pourrait être dramatique, si elle n'était racontée sur un mode extrêmement sarcastique. Nina, la fille du baron, pleure : c'est le jour de ses noces, elle doit se sacrifier en épousant contre ses sentiments le fils Rametta, un parvenu, afin d'éviter un déshonneur bien pire à son père, la faillite.

Mais Rametta fait monter les enchères et finit par rompre le mariage, car il tient financièrement le baron. Drame et grands sentiments agitent la famille aristocratique du baron déchu. Nina est doublement victime : humiliée d'abord d'avoir dû dire «oui» à un fiancé de si basse extraction, puis par la grossièreté avec laquelle celui-ci rompt, le jour même des noces, parce que la dot ne lui suffit pas.

Sa sœur cadette, elle, voit les choses plus simplement. La ruine paternelle l'arrange plutôt, dans la mesure où ses sentiments la portent vers le jeune contremaître de la mine. Mais les sentiments, et ceux des jeunes filles encore moins, sont loin de diriger ce petit monde.

Le baron voit une issue : tirer plus d'argent de la soufrière encore, c'est-àdire des mineurs, solution sur laquelle lorgnait déjà l'usurier. Seulement les propriétaires tombent pour une fois sur



un os : c'est la grève, imprévue, sauvage, violente.

Verga n'éprouve pas une sympathie particulière pour les mineurs. Il se contente de témoigner de l'affrontement brutal d'intérêts. Face à l'irruption de colère des crève-la-faim, les riches resserrent les rangs, en attendant l'intervention salvatrice de la troupe.

Ce roman noir, violent, raconte comment, dans la Sicile arriérée et pauvre de ce début de siècle, la grève ouvrière a fait son apparition, modifié le paysage social et surpris les riches anciens et nouveaux. Une force avec laquelle les classes exploiteuses devront désormais compter.

C.B.

La soufrière de Giovanni Verga. Coll. De mémoire. Ed. L'Horizon chimérique. 98 F.

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et ialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE -- 75865 **BP 233** PARIS CEDEX 18 -FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmule-wicz, José Chatroussat -Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson -Tirage 17000 exemplaires -Composition: Point Virgule Photocomposition, Paris -Impression: Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F - Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an:

à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.

France, 1 an: 80 F.

Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: ..

PRENOM: ... ADRESSE:

CODE POSTAL ET VILLE : COMPLEMENT D'ADRESSE

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

"Une bistoire simple" de Leonardo Sciascia

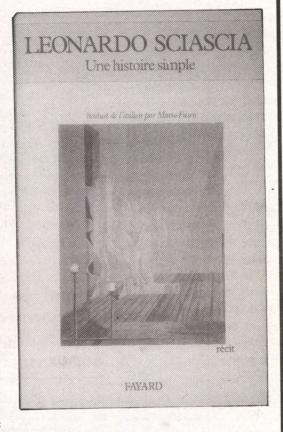
life

Ce récit qui se passe dans la Sicile d'aujourd'hui, avec en arrière-fond Mafia et drogue, est en fait une histoire policière où rien n'est finalement simple (malgré le titre), ou du moins aussi simple que ça en a l'air. Une affaire peut en cacher une autre, comme dans les poupées russes.

Un coup de fil intempestif dérange les autorités, un samedi soir. M. le préfet de police est déjà «aux champs». Le commissaire passe le relais au brigadier. Dimanche est le jour du seigneur! Et ce dernier, qui n'a personne sous ses ordres à qui passer le relais, doit donc sacrifier son dimanche pour aller en mission dans un hameau perdu, dans la villa qu'on croit abandonnée d'un diplomate. Il y trouve bien sûr un cadavre. S'agit-il d'un suicide? Toutes les autorités s'agitent brutalement. Commissaire, brigadier, préfet, qui va devancer l'autre? Est-ce la recherche de la vérité qui bouscule à ce point tout ce beau monde? Ou bien n'est-ce pas plutôt que le plus rapide à dégainer a une chance de s'en sortir mieux que les autres... jusqu'à ce que l'affaire retombe, de nouveau embrouillée et enterrée. En attendant le prochain cadavre, peut-être?

C.B.

Une histoire simple de Leonardo Sciascia. Ed. Fayard. 59 F.



"La clé de verre" de Dashiell Hammett

roman «blême» américain. Dashiell Hammett, qui avait publié La moisson rouge en 1929, écrivit La clé de verre en 1931. Il s'était lancé dans la littérature policière après avoir été garçon de courses et détective privé. A l'époque du maccarthysme, il devait payer de six mois de prison les sympathies qu'il avait eues pour le Parti Communiste.

Hammett, de même que d'autres grands noms du roman policier, Horace McCoy ou Raymond Chandler, écrivait des histoires réalistes où la description sans fioritures des personnages et de leur milieu compte

Ce roman est un des classiques du autant que l'intrigue. En conséquence de quoi on ne trouvera pas dans La clé de verre le prototype du détective sagace et chevaleresque, mais des politiciens et des affairistes véreux, des flics corrompus et des hommes de main. Comme l'action se situe en pleine période électorale, tous ces gens sont en ébullition pour soutenir ou pour faire chuter un certain Madvig «qui tient le patelin dans le creux de sa main».

J.-P. C.

La clé de verre de Dashiell Hammet. Réédition en collection Folio.

JUNGLE FEVER de Spike Lee

Ce film du cinéaste noir Spike Lee est dédié à Yussef Hawkins, un jeune Noir assassiné par un groupe de jeunes Blancs racistes à Bensonhurst, un quartier au cœur de Brooklyn, à New York.

L'histoire débute presque comme un épisode de cette série américaine, le Cosby show, où l'on voit évoluer une famille noire aisée, sympathique et pleine de joie de vivre. Flipper Purify est un jeune architecte noir vivant dans la partie bourgeoise de Harlem. Il aime sa femme, qui travaille chez Bloomingdales, un magasin de luxe de Manhattan. Il adore sa fille, qu'il accompagne lui-même chaque matin à l'école. Mais il n'est pas si facile pour Flipper de savourer sa réussite sociale en toute insouciance.

Gator, son frère aîné, est un drogué qui ne le rencontre que pour le «taper». Son père est un révérend, chez qui la bigoterie a étouffé les sentiments humains aussi efficacement qu'une drogue dure. Ses employeurs blancs profitent de ses capacités, sans vouloir lui faire la place qu'il estime lui revenir.

Flipper complique singulièrement son existence en s'éprenant d'Angela, une jeune intérimaire italo-américaine qui a été affectée dans son service. Cet amour entre Flipper et Angela est-il sincère? Ou sont-ils l'un et

l'autre les jouets d'une mythologie douteuse, considérant l'homme noir comme un superman sexuel et la femme blanche comme un idéal de beauté? Leur entourage respectif exclut a priori la sincérité et considère de toute façon leur liaison comme contre

Angela, qui est la seule à travailler dans sa famille, se fait insulter par ses frères et rouer de coups par son père. Flipper est chassé de chez lui par sa femme, qui lui crache son mépris non seulement de l'avoir trompée, mais qui plus est avec une Blanche au niveau social inférieur au leur. Seul Paulie, un jeune buraliste, ancien ami d'Angela, refuse de sombrer dans la bêtise et dans la haine.

La conviction de Spike Lee est qu'il faudrait que les êtres humains s'aiment et se respectent les uns les autres. Mais son film est bien plus qu'une illustration de ce simple souhait. Il montre les comportements où s'entremêlent tous les préjugés. Avec une grande variété de ton, il dresse un tableau pessimiste d'une société new-yorkaise malade du racisme et où les laissés-pourcompte des quartiers pauvres tombent dans l'enfer de la drogue.

Jean-Pierre CALVI

UNE EPOQUE FORMIDABLE...

de (et avec) Gérard Jugnot

Une époque formidable... c'est un film sur les «nouveaux pauvres», c'est la dérision de la «génération Mitterrand». Il n'aurait d'ailleurs pas pu être conçu avant l'apparition du chômage massif, il y a quelques années.

On y voit un cadre malchanceux, interprété par Gérard Jugnot, qui est d'abord viré de son entreprise et qui perd ensuite en quelques semaines ses réserves financières, sa compagne, sa maison, et jusqu'à ses chaussures. Il descend rapidement dans le monde des SDF (Sans Domicile Fixe) où par chance, si l'on peut dire, il rencontre une bande de «nouveaux pauvres», à vrai dire déjà anciens (mais attention, pas des clochards !) qui l'adoptent durant un trimestre.

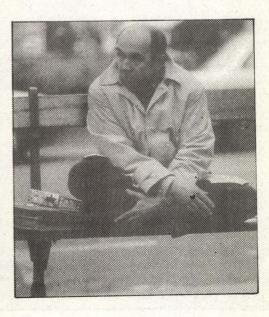
Comme le fait remarquer le chef de la petite bande au cadre déchu, «Toi, tu n'es pas fait pour être pauvre !». Et de fait, celui-ci finira par s'en sortir alors que pour les autres l'infernale galère va continuer sans espoir.

Mais il ne s'agit pas d'un film triste ni moralisateur. Au contraire, c'est une petite fable gaie, sympathique, pleine de gags, parfois féroce, parfois tendrement émouvante. Cela fait rire avec des choses tristes... qui finissent, parce que ce n'est que du cinéma, comme un conte de fées.

On se rend compte, en passant, qu'entre le cadre qui a réussi et qui a un travail (et à plus forte raison l'ouvrier) et le chômeur sans abri qui fouille les poubelles et fait la manche, il n'y a pas des kilomètres. Ce que sont les autres aujourd'hui, on peut facilement le devenir demain.

Le propos du film n'est pas de nous dire comment on pourrait changer tout cela. Simplement, on y remarque qu'à dix années maintenant de la fin de notre millénaire, le plus technique, le plus «scientifique», le plus «progressiste» qui ait jamais été, eh bien on vit décidément «une époque formidable»!

André VICTOR



L'ALGÉRIE L'ARMÉE ENTRE L'ARMISTES ET LES ISLAMISTES Les deux principaux leaders du Front Islamique du Salut, Abassi Madani et la siène du Belhadi, ont été arrêtés dans la soirée de dimanche 30 juin et le siène du Belhadi, ont été arrêtés dans la soirée de dimanche 30 juin et le siène du Belhadi.

Les deux principaux leaders du Front Islamique du Salut, Abassi Madani et le siège du Ali Belhadj, ont été arrêtés dans la soirée de dimanche 30 juin, et le siège le lendemain. On compterait dans le lendemain. On compterait dans le lendemain. On compterait dans le lendemain. rangs des islamistes plus de 2 500 arrestations effectuées depuis les premiers affrontements début juin, 700 d'après le journal El Moudjahid en seulement 24 heures le 1er juillet. eulement 24 heures le 1er juillet. L'armée semble donc cette fois avoir décidé de frapper un grand coup cour L'armée semble donc cette fois avoir décidé de frapper un grand coup cour un finir tout au moine momentanément avec l'anitation des islamistes (c'action des islam L'armée semble donc cette fois avoir décidé de frapper un grand coup C'est en finir, tout au moins momentanément, avec l'agitation des islamistes na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner Car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner car ces arrestations na un pari qu'elle n'est pas su par car ces arrestations na un part qu'elle n'est pas su par car ces arrestations na un part qu'elle n'est pas su par car ces arrestations na un part qu'elle n'est pas su par car ces arrestations na un part qu'elle n'est pas su par car ces arrestations na un part qu'elle n'est pas su par car ces arrestations n'est par car ces arrestations n'elle n'est pas su par car ces en tinir, tout au moins momentanément, avec l'agitation des islamistes. Égime un pari qu'elle n'est pas sûre de gagner. Car ces dernières années que nar les déconsidéré. un régime qui ne s'est illustré ces dernières années qui ne s'est pas sur déconsidéré. Un régime qui ne s'est illustré ces dernières années qui ne s'est pas sur déconsidéré. un pari qu'elle n'est pas sure de gagner. Car ces arrestations par un régime déconsidéré, un régime qui ne s'est illustré ces dernières années que par lu déconsidéré, un régime qui ne s'est illustré la crédit des islamiste nu contraire la crédit des islamiste fusillades pourrait bien accroître au contraire la crédit des pourrait bien accroître au contraire la crédit des islamistes fusillades. seulement 24 heures le 1er juillet.

deconsidere, un regime qui ne s'est illustre ces dernières années que par les fusillades, pourrait bien accroître au contraire le crédit des islamistes plus qu'affaiblir ceux-ci u'affaiblir ceux-ci. Et quand bien même, en étêtant le FIS et en arrêtant une grande partie de Et quand bien même, en étêtant le FIS et en arrêtant une grande partie de L'armée arrivait momentanément à en déhouseoler les es cadres locaux l'armée arrivait momentanément à en déhouseoler les Et quand bien même, en ététant le FIS et en arrêtant une grande partie de ses cadres locaux, l'armée arrivait momentanément à en débouse la crise troupes entre calmer provisoirement leur agitation et résource la crise troupes entre calmer provisoirement leur agitation et résource le calmer provisoirement leur agitation et résource le calmer provisoirement leur agitation et résource le calmer provisoirement le calmer p ses cadres locaux, l'armée arrivait momentanément à en déboussoler les troupes, entre calmer provisoirement leur agitation et résoudre la crise algérienne il v a un monde algérienne il v a un monde.

qu'affaiblir ceux-ci. algérienne il y a un monde.

L'armée tente d'affaiblir le FIS, mais pourrait au contraire accroître sa popularité

Après avoir, le 5 juin simultanément dernier, décrété l'état de siège et fait des concessions à Madani en promettant la révision de la loi électorale et l'organisation d'une élection présidentielle, les deux principales revendications posées par le FIS lors de son appel à la grève générale de fin mai, Chadli et l'armée

du temps. Trois semaines plus tard, dans le but d'affaiblir le FIS, ce sont eux qui ont décidé de passer à l'offensive en envoyant les troupes enlever les enseignes islamistes mises par le FIS sur les bâtiments municipaux des communes qu'il contrôle depuis juin 1990. Le FIS n'avait aucune raison de se laisser faire et a réagi en affrontant la police et l'armée.

La presse, en France, explique que le président Chadli et les chefs de l'armée ont peut-être voulu profiter des dissensions internes de la direction du FIS, dont trois membres avaient publiquement pris position à la télévision contre Madani et Belhadi. Mais c'est peut-être à l'inverse parce que l'épreuve de force se préparait que

vis-à-vis des deux chefs de file islamistes. Et en tout cas ce qui a été prouvé par la suite des événements, c'est que ce n'est pas l'appel télévisé des trois notables en question, mais les discours à la mosquée de Madani et Belhadj, répercutés un peu partout par leurs partisans, qui ont été écoutés par les troupes du FIS. Les morts faits par l'armée, 13 morts à Alger au moins entre le mardi 25 et le mercredi 26 juin, n'ont fait qu'entraîner de nouveaux affrontements violents et échanges de coups de feu, avec probablement de nouveaux morts les jours suivants dans diverses banlieues ou quartiers populaires d'Alger. D'autres affrontements ont eu lieu dans d'autres villes, à Lakhdaria (l'ancien Palestro) et à Médéa non loin d'Alger, ou à El Oued dans

le sud-est du pays, et tout dernièrement à Constantine et à El Chlef (l'ancien El Asnam), avec d'autres FIS, plus prudents, ont pris morts. Et à chaque fois on n'a pas vu seulement des accrochages entre des militants du FIS ou de petits groupes armées islamistes (anciens combattants d'Afghanistan ou pas) et forces de l'ordre : des milliers de jeunes des quartiers pauvres harcelaient les forces de répression avec des pierres, encouragés même dans certains quartiers, d'après les divers reportages, par la population exaspérée avec les youyous des femmes et des martèlements de casseroles.



Les tenants actuels du pouvoir en Algérie, qui depuis déjà un an cherchent vainement à faire pièce à l'influence du FIS en suscitant l'apparition de courants islamistes «modérés», se font probablement moins d'illusions sur les dissensions internes du FIS que la presse française. Car la réalité est surtout que c'est parmi les dirigeants du parti au pouvoir depuis 25 ans, du FLN, que ça semble être le sauve-quipeut. Les querelles entre les diverses coteries du FLN sont celles qui divisent les anciens maîtres d'un régime finissant, chaque fraction accusant l'autre de la faillite de leur règne commun. Chadli et son ancienne équipe gouvernementale avaient essayé de rendre un peu plus présentable la boutique FLN, en éliminant la plupart des notables du parti des listes

de candidats qu'ils avaient publiées pour les élections législatives qui viennent d'être annulées, augmentant encore le nombre d'insatisfaits dans les rangs de leur parti. Et mercredi 26 juin, Chadli annonçait qu'il abandonnait son poste de président du FLN, pour ne plus mêler son rôle de président de la République avec celui de chef de file d'un parti qui semble de plus en plus en fin de course.

Le numéro 2 du FIS, Ali Benhadj.



Aujourd'hui le gouvernement français et la presse française espèrent qu'une fois le FIS plus ou moins calmé ou affaibli, le gouvernement algérien pourra enfin organiser ces élections libres promises après les émeutes d'octobre 1988, avec quelques chances de voir se partager les sièges de la nouvelle Assemblée et du prochain gouvernement entre quelques-uns des nouveaux partis bourgeois qui sont apparus sur la scène algérienne. Et Chadli lui-même vient de féliciter l'armée pour son rôle contre les islamistes, tout en annonçant son intention de «poursuivre le processus démocratique». Quant aux partis dits d'opposition, les uns, comme le PAGS (le Parti Communiste algérien), en applaudissant l'état de siège et la répression contre le FIS, les autres, comme le FFS d'Aït Ahmed, de façon plus discrète en se démarquant de Chadli, attendent de fait du pouvoir, et donc de l'armée, qu'on les débarrasse du FIS et leur donne leurs chances de participer au futur régime.

C'est cette même armée qui a gouverné en réalité l'Algérie de 1962 à 1988, qui a tiré sur la jeunesse révoltée d'Alger en octobre 1988, et dont on voudrait faire croire qu'aujourd'hui. avec ses chars à chaque carrefour, ses mitraillettes et ses prisons, elle va engendrer la démocratie et protéger l'Algérie du danger totalitariste des islamistes! L'armée est aujourd'jui

encore dans le camp de

Chadli et, par les arrestations des responsables du FIS, par la répression et les fusillades à l'encontre des jeunes qui les suivent, elle tente de mettre le FIS pour un temps hors course. Mais si cela ne réussissait pas, cette même armée pourrait bien demain basculer ellemême du côté du FIS. Il suffirait peut-être pour cela que, devenus incapables de rétablir l'ordre par la seule répression, une partie des chefs militaires et des représentants des couches les plus riches de la bourgeoisie algérienne (la clientèle bourgeoise du FIS n'est aujourd'hui constituée que de petits bourgeois ambitieux ou de commerçants aisés) voient dans les apprentis dictateurs du FIS les seuls capables de rétablir l'ordre et de mater ces mêmes jeunes déshérités sur lesquels ils s'appuient aujourd'hui. Et c'est d'ailleurs là le calcul de Madani et de Belhadj.

Mais ce n'est pas le rêve des politiciens bourgeois qui se disent démocrates, mais qui laissent la rue au FIS et à l'armée parce qu'il n'est pas question pour eux de s'appuyer sur le mécontentement des couches populaires et encore moins de la classe ouvrière, qui protégera le peuple d'Algérie du danger d'une nouvelle dictature.

Olivier BELIN



